
Résumé du rapport final « Apprentissage sociétal II : sécurité et intégration sociale dans l'espace public (2010 - 2013) »

Le deuxième cycle de ce projet a amené le Groupe d'experts Formation Dépendance (GDF) à étudier les défis qui se posent actuellement dans l'espace public en cas de consommation de substances et d'autres comportements à risque. Le but était, d'une part, de parvenir à **une perception et une interprétation partagées** du problème ; d'autre part, de lancer un débat sur les mesures existantes entre différents acteurs - spécialistes des dépendances, experts de la prévention, monde politique, milieux scientifiques, police et médias - , afin de mieux utiliser les **innovations ainsi que l'expérience** pratique déjà acquise.

L'Académie nationale des dépendances, organisée au Tessin en 2011, a permis de mettre en relief **sept champs d'action prioritaires** dans lesquels pourront s'inscrire des mesures immédiates et futures afin de répondre avec efficacité et de manière durable aux défis dans l'espace public.¹ Ensuite, un groupe de travail externe s'est chargé de concrétiser les résultats et, conjointement avec le GDF, d'élaborer un plus vaste **document de discussion**. Ce dernier présente les **mesures possibles** pour chacun des sept champs d'action et propose des **activités concrètes** et illustrées par des **exemples du terrain**.

Pour ramener les résultats obtenus de cet échange intersectoriel et national aux exigences pratiques des organisations sur le terrain, le GDF a mis l'accent sur la coopération au sein de différentes plateformes déjà en place ainsi que sur la réflexion menée en 2012 dans le cadre d'une **vaste palette de manifestations** et d'activités.

Un des grands axes stratégiques était d'**approfondir** de manière ponctuelle les **champs d'action** et les mesures correspondantes **au sein de groupes spécialisés**. A titre d'exemple : lors de sa conférence, en septembre 2012, l'Académie des générations du Pour-cent culturel Migros s'est penchée sur le dialogue intergénérationnel dans l'espace public, en collaboration avec le GDF. La deuxième orientation stratégique était de poursuivre l'échange par le biais de manifestations régionales et locales en prenant pour modèle l'Académie des dépendances. Une des rencontres de ce type a eu lieu à Lugano en novembre pour se pencher sur les addictions et la qualité de vie dans les espaces publics. Le but était d'y **renforcer le réseau local et la collaboration** dans ce domaine, tout en présentant des solutions éprouvées afin de gérer de manière plus homogène les conflits liés à la cohabitation dans ces espaces.

Plusieurs autres activités ont complété ce travail : **discussions avec Tele Top**, la télévision régionale, diffusion sur ce même média de **courtes vidéos sur des projets et des initiatives réussis** et présentation aux professionnels de toute une **palette de projets** parachevés et émanant de la pratique en Suisse.

Concernant la prévention du tabagisme dans l'espace public, l'Académie des dépendances et les manifestations subséquentes ont surtout mis l'accent sur les nouvelles dispositions légales de protection contre le tabagisme passif, qui ont diminué les « nuisances » correspondantes dans l'espace public. Ceci dit, il reste toujours des lieux publics où il est permis de fumer (aires de jeu, terrains de sport, halls de gares, etc.) mais où il serait souhaitable de **limiter le tabagisme** du point de vue préventif. A cet aspect s'ajoute que les **mégots** affectent ces espaces en raison de la gestion coûteuse des déchets (**littering**) et des substances nocives pour l'environnement qu'ils contiennent. La question primordiale ici est de savoir si ces deux sujets pourraient interpeller et sensibiliser **de nouveaux groupes cible** aux messages de prévention. A titre d'exemple du terrain : le projet « Les communes bougent » de Radix ou les tables rondes des CFF, auxquelles l'industrie du tabac a également participé. Par ailleurs, il faut continuer à développer des mesures **limitant la publicité, la promotion et le sponsoring** par l'industrie du tabac.

¹ Au sein de l'Académie des dépendances, la notion d'espace public recouvre de manière pragmatique tous les espaces accessibles à la population. En d'autres termes, les lieux semi-publics, qui relèvent certes de la propriété privée mais qui sont accessibles pour différents groupes de personnes ont également été intégrés dans la discussion, au même titre que les défis spécifiquement liés aux espaces virtuels que constituent les nouveaux médias.